



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
3 Octobre 2012, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	7
Nombre de Conseillers présents	:	18
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	27 Septembre 2012
Date d'affichage du compte-rendu	:	8 Octobre 2012

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Roselyne MARCHAND, M. Joël DESVAUX

Absents non excusés : Mme Marylène QUEVERT, Mme Joëlle COLLIN, M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET

Pouvoirs : Mme HUET à M. HAMELIN ; M. LARCHER à M. LEGRAND ; M. DENOUAL à Mme GIROUX ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; Mme MOREL à Mme DELAHAIS ; Mme MARCHAND à Mme SAUVEE ; M. DESVAUX à M. BADIGNON

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. Jean-Luc LEGRAND, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 12-150) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 12-151) Service de l'assainissement – Rapport annuel 2011 sur le prix et la qualité du service
 - 12-152) Service de l'eau – Rapport annuel 2011 sur le prix et la qualité du service
 - 12-153) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de la compétence sociale – Création et gestion d'un Point Information Jeunesse
 - 12-154) Droit de préemption urbain – Reconduction
 - 12-155) Vente du terrain nécessaire à la construction d'un centre d'imagerie médicale
 - 12-156) Réalisation de 4 logements locatifs sociaux à La Croix Briand 4 – Convention tripartite
 - 12-157) Fourniture de gaz naturel – Choix du prestataire
 - 12-158) Personnel municipal – Filière culturelle – Régime indemnitaire
 - 12-159) Contribution financière pour une extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Pérosselais »
 - 12-160) Prise en charge des extensions de réseaux publics de distribution d'électricité en zones constructibles
 - 12-161) Admission en « non-valeur »
 - 12-162) Subvention 2012 – Salon « Les Confidentiels » - Changement de porteur de projet
 - 12-163) Budget camping – Règlement taxe de séjour – Décision modificative n° 1
 - 12-164) Travaux de voirie 2012-2013 – Autorisation de programme pluriannuel
 - 12-165) Extension de l'école maternelle – Autorisation de programme pluriannuel
 - 12-166) Contrat de location de parcelle pour résidences mobiles de loisir
 - 12-167) Programme pluriannuel de voirie 2012-2013 – Attribution du marché de maîtrise d'oeuvre
 - 12-168) Programme pluriannuel de voirie 2012-2013 – Validation de l'APD
 - 12-169) Acquisition d'un tractopelle pour les services techniques – Attribution du marché
 - 12-170) Consultation sur le projet de SAGE Rance – Frémur – Baie de Beaussais
 - 12-171) Consultation sur le projet de SAGE COUESNON
 - 12-172) Réalisation d'une passerelle bois sur le Lac Tranquille – Attribution du marché de travaux
 - 12-173) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 12-174) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
-

12-150) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Luc LEGRAND, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 4 Juillet 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

12-151) SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL 2011 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Le rapport établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'I. et V. (DDTM) a été transmis en Mairie par mail en date du 25 Juillet 2012

Monsieur RUIZ de la Société VEOLIA, délégataire du service Assainissement, est invité à présenter et commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement (Exercice 2011), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

12-152) SERVICE DE L'EAU – RAPPORT ANNUEL 2011 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Le rapport établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'I. et V. (DDTM) a été transmis en Mairie par mail en date du 25 Juillet 2012

Monsieur RUIZ de la Société VEOLIA, délégataire du service Eau Potable, est invité à présenter et commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau (Exercice 2011), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service des eaux.

12-153) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE – ELARGISSEMENT DU CHAMP DE LA COMPETENCE SOCIALE – CREATION ET GESTION D'UN POINT INFORMATION JEUNESSE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n°A-70-2012, du 28 juin 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la communauté de communes afin d'élargir son champ de compétences sociale à travers l'intérêt communautaire suivant : « **création et gestion d'un Point Information Jeunesse** ».

Description du projet :

Dans le cadre des réunions sur le Contrat de Territoire 2^{ème} génération, en présence de la société civile, le thème de la jeunesse (12-25 ans) a été identifiée comme une thématique prioritaire d'expérimentation sur le territoire de la Communauté de communes, avec par exemple la mise en place de lieux d'information pour la jeunesse sur le territoire communautaire.

Mission du PIJ

- Une mission de service public, ayant pour objectif de permettre aux jeunes par l'information de devenir des citoyens actifs, responsables et autonomes
- Ouvert à tous les jeunes
- Accueil anonyme et gratuit

Les actions du PIJ

Une information pratique et variée :

- Enseignement et formation

- Emploi et métiers (fiches métier, cursus de formation...informations du CRIJ (centre régional information jeunesse)
- Loisirs, vacances
- Vie quotidienne, logement, santé
- Europe et international

Les services proposés :

- Accès internet
- Frappe curriculum vitae
- Baby sitting
- Offres d'emploi
- Accompagnement de projets de jeunes
- Logement

Les animations :

- Des ateliers jobs d'été, ALSH, centre vacances (BAFA)
- Des forums sur la mobilité européenne, internationale
- Des groupes d'expression : santé, citoyenneté
- Des animations autour de l'usage des médias (internet, télévision, presse écrite...)

Les outils de l'information jeunesse :

- Kits thématiques
- Des supports ludo-éducatifs : jeux, expositions
- Des guides pratiques

Le Conseil Communautaire, après délibération, à l'unanimité des suffrages exprimés (MM. ERONDEL et LEGRAND s'étant abstenus), a décidé de :

- **APPROUVER** l'élargissement du champ de la compétence **SOCIALE** de la communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :
« ***Création et gestion d'un Point information Jeunesse*** »
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération et à engager toutes les démarches relatives à cette affaire.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du Conseil communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;

Vu la délibération n°A_70_2012 du Conseil Communautaire en séance du 28 juin 2012 ;

DECIDE

- **D'APPROUVER** l'élargissement du champ de la compétence **SOCIALE** de la communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :
« **Création et gestion d'un Point Information Jeunesse** »

12-154) DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN – RECONDUCTION

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 03.128 en date du 22 septembre 2003, il a été décidé de limiter les actes et documents administratifs conformément aux dispositions de l'article L 211.1 du Code de l'urbanisme qui reprend la loi n° 86.1290 du 23.12.86 – art.68 et d'exclure du champ d'application du droit de préemption urbain la vente des lots issus des futurs lotissements autorisés. Cette décision est valable pour une durée de cinq ans à compter de la date à laquelle celle-ci sera devenue exécutoire.

Il est proposé au conseil municipal de reconduire ce dispositif pour une même durée.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'exclure du champ d'application du droit de préemption urbain (DPU) la vente des lots issus des futurs lotissements autorisés. Cette décision est valable pour une durée de cinq ans, à compter de la date à laquelle celle-ci sera devenue exécutoire.

12-155) VENTE DU TERRAIN NECESSAIRE A LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'IMAGERIE MEDICALE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal l'acquisition par la Commune des terrains nécessaires au projet de délocalisation du Centre Local Hospitalier auprès des consorts Rahuel pour une surface de 56 390 m² (délibération n° 07-78 en date du 10 Juillet 2007).

Un bail à construction a été consenti avec l'association « Clinique Saint Joseph » en date du 15 Février 2011 pour la construction du centre local hospitalier Saint Joseph sur la parcelle D 1472 d'une superficie de 38 376 m².

Sur la partie du terrain non utilisé par le Centre Local Hospitalier, la Commune a été saisie d'une demande de la SNC BATIMALO, 23 Boulevard de la Tour d'Auvergne à SAINT MALO, pour la construction d'un Centre d'Imagerie Médicale, actuellement établi 46 Avenue de la Libération, dans les locaux de la Clinique Saint Joseph.

Les services de France Domaine ont été consultés pour établir une estimation du prix de cession de ces terrains. Par courrier en date du 21 Août 2011, ce même service a proposé un prix de 20 € le m², après viabilisation.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'arrêter le prix de cession du terrain nécessaire à l'opération précitée à **20 € le m²**, étant précisé que l'ensemble des frais liés à cette acquisition (géomètre et notaire) sera à la charge de l'acquéreur.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** du principe du prix de cession des terrains jouxtant le futur Centre Hospitalier Saint Joseph à la somme de **20 € le m²**.

12-156) REALISATION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A LA CROIX BRIAND 4 – CONVENTION TRIPARTITE

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Il est rappelé au Conseil Municipal que, par délibération n° 12 .13 en date du 8 février 2012, Il a été décidé d'approuver le projet de lotissement de la Croix Briand 4, présenté par la Société ACANTHE, comportant 42 lots à usage d'habitation individuelle et un lot d'une superficie de 1 175 m² destiné à recevoir des pavillons locatifs.

Il a été convenu avec le lotisseur Acanthe, de réserver un lot à vocation locative pour un projet de construction en lien avec un opérateur HLM.

A cet effet, la SA HLM LA RANCE a été contactée et propose un projet de convention entre la société « Acanthe », la Commune de Combours et la SA HLM « La Rance » pour la réalisation de 4 logements locatifs sociaux (2 logements de type 4 avec jardin et 2 logements type 3 avec jardin)

Il appartient à la société La Rance de :

- Solliciter pour la création de locatifs HLM, les aides suivantes auprès :
 - o Du conseil Général dans le cadre du développement du parc locatif social public
 - o De la Communauté de Communes – Pays de la Bretagne Romantique

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention de réalisation de 4 logements locatifs sociaux avec la SA HLM « La Rance » et la Société « ACANTHE », définissant les obligations et engagements des 3 partenaires.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

12-157) FOURNITURE DE GAZ NATUREL – CHOIX DU PRESTATAIRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'une consultation en procédure adaptée a été lancée pour renouveler les contrats de fourniture de gaz naturel pour différents sites de la commune :

- la mairie, l'école maternelle Pauline Kergomard et le multi-accueil Ribambelle du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2015, soit 36 mois
- le restaurant scolaire du Linon du 1er janvier 2013 au 30 septembre 2015, soit 33 mois
- la médiathèque La Source du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2015, soit 24 mois.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis et au BOAMP le 20 juillet 2012. La date limite de réception des offres était fixée au mercredi 5 septembre 2012 à 12 heures.

Trois offres sont parvenues dans les délais. L'ouverture des plis, réalisée en présence d'André Badignon, a permis de constater que les trois candidatures étaient complètes.

L'analyse des offres a été conduite par les services de la ville. Deux des trois candidats proposant une offre variante en plus de l'offre de base, 5 offres ont donc été analysées. Les différences entre ces offres tiennent aux modalités de révision des prix durant le marché (prix fixes ou prix révisables). Conformément au Règlement de Consultation, l'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction du critère unique du prix.

Tableau comparatif des montants des offres :

	Ensemble des sites (Mairie, Ecole maternelle, Multi-accueil, Cantine du Linon, Médiathèque)				
Identité du candidat	Combustibles de l'Ouest	EDF Collectivités	EDF Collectivités	Antargaz	Antargaz
Nature de l'offre	Base Prix fixe	Base Prix indexé	Variante Prix fixe	Base Prix indexé	Variante Prix garanti
Coût moyen estimé du mWh en € TTC	57,74	59,38	57,97	57,29	57,67

A l'examen de l'évolution des prix indexés sur les dernières années, il apparaît que les offres à prix fixes sont plus avantageuses pour la commune. Le classement établi considère qu'il convient de privilégier les offres à prix fixes pour garantir la commune des tendances haussières des prix du gaz.

Tableau de classement des offres :

N° registre	Identité du candidat	Type d'offre	Coût moyen du mWh en € TTC	Proposition de classement
1	Combustibles de l'Ouest	Prix fixes	57.74	1
2	EDF Collectivités	Prix indexés	59.38	5
2	EDF Collectivités	Prix fixes	57.97	2
3	Antargaz	Prix indexés	57.29	3
3	Antargaz	Prix garantis	57.67	4

Le pouvoir adjudicateur a choisi l'offre de la société Combustibles de l'Ouest de Vern sur Seiche pour un montant prévisionnel du marché de 63 951 € TTC pour l'ensemble des sites et sur toute la période, et à un coût moyen au mW/h de 57,74 € TTC, ce prix étant fixe sur toute la durée du marché.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-158) PERSONNEL MUNICIPAL – FILIERE CULTURELLE – REGIME INDEMNITAIRE (IFTS)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que :

- par délibération n° 01-06 en date du 29-01-2001, le Conseil Municipal a permis la mise en application de l'IFTS (Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires) pour les cadres administratifs (attachés et rédacteurs), catégories A et B

- par délibération n° 02-88 en date du 25-07-2002, le Conseil Municipal a permis la mise en application au 01-09-2002 d'un coefficient multiplicateur de 1 à 8 en fonction du supplément de travail fourni et de l'importance des sujétions dans l'exercice effectif des fonctions. Le taux individuel étant déterminé par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination sous la forme d'un arrêté municipal.

- par délibération n° 12-110 en date du 4 Juillet 2012, le Conseil Municipal a autorisé la création d'un poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1^{ère} classe (catégorie B)

Aussi, le recrutement d'un assistant de conservation du patrimoine ayant été effectué le 1^{er} Septembre 2012 et, en l'absence d'un régime indemnitaire spécifique de la filière culturelle, il est proposé d'étendre l'IFTS à cette catégorie professionnelle dans les mêmes conditions que pour la filière administrative.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

12-159) CONTRIBUTION FINANCIERE POUR UNE EXTENSION DU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITÉ AU LIEU-DIT « LA PÉROSSELAIS »

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, pour faire suite à la délivrance d'une autorisation d'urbanisme référencée :

- Déclaration préalable n° DP 35 085 10 S 0099 concernant la création de 6 lots au lieu- dit « La Pérosselais » à Combours déposée par Madame Marguerite DOREL

une extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Pérosselais » a été demandée

Il est précisé que Madame Marguerite DOREL souhaite vendre ses terrains viabilisés.

La commune de Combours prendra à sa charge la contribution financière pour l'extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Pérosselais » pour un montant HT de 4 483.01 € soit 5 361.68 TTC

Cette somme fera l'objet d'un recouvrement auprès de l'intéressée, Madame Marguerite DOREL pour la totalité

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser Le Maire :

- à signer la convention entre Madame DOREL et la ville de Combours
- à mettre en œuvre la procédure nécessaire à ce recouvrement par le biais d'un titre de recette.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions.

12-160) PRISE EN CHARGE DES EXTENSIONS DE RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE EN ZONES CONSTRUCTIBLES

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que les terrains constructibles en zone naturelle et zone urbaine de la ville de Combours peuvent faire l'objet d'une extension de réseau public de distribution d'électricité lors d'un dépôt de déclaration préalable ou permis de construire.

Afin que les réseaux demeurent propriété de la commune, il s'avère nécessaire que la prise en charge soit à l'initiative de la commune. Cette dernière pourra en demander le recouvrement auprès du pétitionnaire.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de donner pouvoir au Maire pour juger de l'opportunité de ces opérations
- de l'autoriser à signer tous les documents conséquents nécessaires au reversement de fonds.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions.

12-161) ADMISSION EN « NON VALEUR » - COMMUNE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, par courriers en date du 29 et 30 mai 2012, le Receveur Municipal a fait savoir que des titres émis en 2008 et 2011 restent en solde dans les comptes de la commune, la créance concerne :

- Un titre émis pour un montant de **10.41 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **27.90 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **13.80 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **12.42 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **118 €** (concernant des impayés cantine)

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'admettre ces titres en non-valeur.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'état des titres irrécouvrables transmis par Monsieur le Trésorier de TINTENIAC pour lesquels il a été demandé l'admission en non-valeur,
- **DECIDE** d'admettre ces titres en non-valeur.

Ces sommes seront réglées sur l'article 6541 de l'exercice en cours.

12-162) SUBVENTION 2012 - SALON LES CONFIDENTIELS – CHANGEMENT DE PORTEUR DE PROJET

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle que le Conseil Municipal a approuvé le 11 avril 2012 une subvention d'un montant de 600 € à l'association « des Rives » (poésie vivante en Bretagne) pour l'organisation du salon des petits éditeurs indépendants, « Les Confidentiels ».

Depuis, l'association porteuse du projet a changé ; il s'agit désormais de l'association nouvellement créée « **Les confidentiels** ».

Madame GIROUX propose donc au Conseil Municipal de verser la subvention de 600 € à l'association « Les Confidentiels » à la place de l'association « des rives ».

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

12-163) BUDGET CAMPING – REGLEMENT TAXE DE SEJOUR – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que le Conseil Communautaire du 12 juillet 2011 a instauré la taxe de séjour au réel sur le territoire de la Bretagne Romantique, à compter du 1^{er} janvier 2012. Cette décision a été prise par la Communauté de Communes en association avec les professionnels du tourisme du territoire.

La commune de Combours, disposant d'un camping municipal, se doit depuis le 1^{er} janvier 2012 de réclamer la taxe de séjour aux vacanciers résidant au camping municipal Vieux Châtel et de reverser cette taxe à la Communauté de Communes qui l'a instaurée.

Afin de pouvoir régler cette taxe de séjour, non prévue au budget 2012 du camping, il convient de prendre **la décision modificative** suivante :

		FONCTIONNEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
6218-020	Autre personnel extérieur	1 000 €			
658-020	Charges diverses de la gestion courante		1 000 €		
TOTAL		1 000 €	1 000 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL		0,00 €		0,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

12-164) TRAVAUX DE VOIRIE 2012-2013 – AUTORISATION DE PROGRAMME PLURIANNUEL

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Un programme à caractère pluriannuel est constitué par une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'équipement se rapportant à une immobilisation ou un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune. Le vote de l'autorisation de programme qui est une décision budgétaire est de la compétence du conseil municipal.

Le vote de l'autorisation de programme est accompagné d'une répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement et d'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. En effet, les crédits de paiement votés chaque année constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget.

Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation du 1er janvier de l'exercice considéré des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants. De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et leurs crédits de paiement

Exercice	2012	2013	TOTAL
Crédits de paiement prévisionnels au chapitre 23 opération 608 : - Aménagement de voirie - Eclairage Public	320 000 € 50 000 €	330 000 € 137 000 €	650 000 € 187 000 €
Recettes prévisionnelles : Subventions	Demande en cours	Demande en cours	Demande en cours
Emprunts/autofinancement	370 000 €	467 000 €	837 000 €

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- Que les crédits soient inscrits aux Budgets de chaque exercice
- Que les crédits de paiement pour cette opération, non mandatés sur chaque exercice, soient reportés automatiquement sur les crédits de paiement des années suivantes.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions.

12-165) EXTENSION ECOLE MATERNELLE - AUTORISATION DE PROGRAMME PLURIANNUEL

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Un programme à caractère pluriannuel est constitué par une opération prévisionnelle ou un ensemble

d'opérations de dépenses d'équipement se rapportant à une immobilisation ou un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune. Le vote de l'autorisation de programme qui est une décision budgétaire est de la compétence du conseil municipal.

Le vote de l'autorisation de programme est accompagné d'une répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement et d'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. En effet, les crédits de paiement votés chaque année constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget.

Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation du 1er janvier de l'exercice considéré des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants. De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et leurs crédits de paiement

Exercice	2012	2013	TOTAL
Crédits de paiement prévisionnels au 2313 opération 22	600 000 €	370 000 €	970 000 €
Recettes prévisionnelles : DETR Autres Subventions	Demande en cours	180 000 € Demande en cours	180 000 € Demande en cours
Emprunts/autofinancement	600 000 €	190 000 €	790 000 €

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- Que les crédits soient inscrits aux Budgets de chaque exercice
- Que les crédits de paiement pour cette opération, non mandatés sur chaque exercice, soient reportés automatiquement sur les crédits de paiement des années suivantes.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions.

12-166) CONTRAT DE LOCATION DE PARCELLE POUR RESIDENCES MOBILES DE LOISIRS

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle que le Conseil Municipal a approuvé le 9 février 2011 le projet de réalisation d'emplacements viabilisés sur le terrain de camping municipal du Vieux Châtel dans le but d'accueillir des résidences mobiles de loisirs (mobil-homes).

Ce projet se fixe comme objectif de redynamiser la fréquentation du camping en répondant à la demande croissante en matière d'accueil de résidences mobiles de loisirs. Sa capacité d'accueil étant supérieure aux demandes d'emplacements pour le camping « traditionnel », sur une saison touristique extrêmement courte, l'installation de résidences de loisirs répond non seulement à une demande mais aurait également des retombées économiques et touristiques sur la vie locale pendant une période d'accueil élargie.

Pour mener ce projet, la commune a missionné le cabinet de maîtrise d'œuvre ATEC pour conduire les études d'aménagement de ces terrains, qui ont été validées le 8 février 2012 par le Conseil Municipal. Les marchés de travaux ont été dévolus en mars 2012 et les aménagements de 27 emplacements ont été réalisés au printemps. Les terrains sont désormais prêts à accueillir les résidences.

Le principe retenu consiste à louer la parcelle afin que le locataire puisse y installer sa résidence mobile, pour un usage touristique et de loisirs uniquement, impliquant que l'occupation de l'hébergement soit temporaire ou saisonnière, sur la durée du contrat qui le lie à la commune. Il importe donc d'établir un projet de contrat d'accueil qui définisse l'ensemble des règles qui s'imposent aux deux parties. L'équipement installé et les aménagements extérieurs devront respecter les caractéristiques fixées dans le contrat.

La commission Finances et la commission Tourisme se sont réunies le 15 septembre 2012 et ont émis un avis favorable aux termes du projet de contrat présenté au Conseil Municipal. Les commissions ont proposé d'établir le coût annuel forfaitaire hors taxes de séjour et hors consommations d'électricité et d'eau comme suit :

- 2 000 € pour une parcelle inférieure à 168 m²
- 2 200 € pour une parcelle comprise entre 169 et 190 m²
- 2 300 € pour une parcelle supérieure à 190 m²

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal de bien vouloir :

- fixer les tarifs de location, conformément à la proposition ci-dessus
- approuver le projet de contrat de location de parcelle pour résidences mobiles ;
- autoriser le Maire à signer lesdits contrats avec les locataires et tout document s'y rapportant.

Madame BEAUDOUIN fait savoir qu'elle ne s'oppose pas au projet de réalisation de résidences mobiles mais plutôt aux tarifs de location qui lui paraissent trop élevés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 24 voix Pour et 1 voix Contre, **DECIDE** :

- de fixer les tarifs de location, conformément à la proposition ci-dessus
- d'approuver le projet de contrat de location de parcelle pour résidences mobiles ;
- d'autoriser le Maire à signer lesdits contrats avec les locataires et tout document s'y rapportant.

12-167) PROGRAMME PLURIANNUEL DE VOIRIE 2012/2013 – ATTRIBUTION DU MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE

Rapporteur : Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que par délibération n° 12.94 en date du 30 mai 2012, il a été décidé d'autoriser Monsieur Le Maire à lancer l'appel d'offre de mission de maîtrise d'œuvre pour le programme pluriannuel de voirie 2012/2013 selon la procédure adaptée.

La commune prévoit des travaux d'aménagement de voirie 2012-2013 qui se décomposent en 2 programmes :

- Un programme de voirie rurale qui sera réalisé sur 2012 pour un montant estimatif de 101 000 € HT. Cette opération consistera principalement en des travaux d'entretien des voies communales.
- un programme de voirie urbaine qui sera réalisé sur deux exercices budgétaires (2012 et 2013). Ce programme consistera en des travaux d'aménagement de trottoirs et de voirie avec en parallèle la création d'éclairage public. Le montant estimatif de ces travaux est de 261 500 € HT pour l'année 2012 et pour l'année 2013 de 230 000 € HT.

La présente consultation a été lancée suivant la procédure adaptée à l'article 28 du Code des Marchés Publics. A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis et sur Ouest-France 35 du 09 et 10 juin 2012. La date limite de réception des offres était fixée au mercredi 27 juin 2012 à 12 heures.

Huit offres sont parvenues dans les délais. L'ouverture des plis, réalisée en présence de Michel Lebre, a permis de constater que les huit candidatures étaient complètes.

L'analyse des offres a été conduite par les services de la ville.

Les critères d'attribution de l'appel d'offres étaient les suivants:

- Valeur Technique : 60 points
- Montant des travaux : 40 points

Tableau comparatif des montants des offres

Entreprises	Prix HT	Soit un taux de rémunération	Classement selon les critères
Fitesic 44 307 Nantes Cedex3	26 662,50 €	4,5	5
Eguimos 35 270 Combourg	23 107,50 €	3,9	2
Bureau d'études Conseils Infrastructures Routières 44690 La Haye Fouassiere	24 500,00 €	4,14	3
Terragone 35136 St Jaques de la Lande	26 855,00 €	4,53	6
Infraconcept S.A.R.L 35510 Cesson-Sévigné	27 551,25 €	4,65	7
Servicad Ingénieurs– 35510 Cesson Sevigné	31 402,50 €	5,3	8
IDTP 22100 Bobital	11 340,00 €	1,91	1
A'DAO Urbanisme 35000 Rennes	25 000,00 €	4,22	4

Après avis du comité d'analyse des procédures adaptées réuni le jeudi 28 juin 2012 M. Le Maire a décidé de partir en négociation avec les deux entreprises les mieux placées: IDPT et Eguimos.

Les deux candidats ont été informés que les exigences de la commune en terme d'ESQ, APS, APD, PRO, ACT, EXE, DET, AOR étaient différentes selon la nature de la voirie (rurale ou urbaine), et que seuls certains segments de la partie urbaine rendent nécessaire une étude approfondie. Sur la partie rurale, les exigences de la commune sont réduites mais les travaux doivent être réalisés en octobre. Pour la partie urbaine, les travaux doivent être programmés sur la fin de l'année 2012 et le début de l'année 2013.

A l'issue des négociations l'entreprise IDTP a confirmé son offre précédente. L'entreprise Eguimos a proposé de ramener le montant de ses honoraires à 21 000 € H.T au lieu de 23 107.50 € H.T.

Après analyse de ces éléments, la commission Voirie, infrastructures et affaires rurales, réunie le mardi 3 juillet 2012, a émis un avis favorable en faveur de la société IDTP

Le pouvoir adjudicateur a entériné ce choix de la société IDTP pour un taux de rémunération de 1.91392 % soit un montant provisoire de rémunération de 11 340 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-168) PROGRAMME PLURIANNUEL DE VOIRIE 2012/2013 – VALIDATION DE L'AVANT PROJET DETAILLE (APD)

Rapporteur : Michel LEBRET, Adjointe

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 12-167 en date du 3 Octobre 2012, le Conseil Municipal a été décidé de retenir la société IDTP de Bobital concernant la maîtrise d'œuvre du programme voirie 2012-2013.

L'estimatif fait apparaître :

En tranche ferme

- Programme voirie rurale : 124 527 € TTC pour les voies suivantes :
 - La VC n°152, lieu-dit « Les Barettes » : Parties 1 et 2
 - La VC n°25, lieu-dit « Trémouard »
 - La VC n°6, Route de Lanrigan : Partie 1 et 2
 - Les Meslions – La Touche au Pouvoir : Parties 1 et 2
- Reprises de trottoirs et tranchées diverses : 21 946 € TTC
- Parking « Ribambelle » : 46 059 € TTC
- Rue Pierre Blanche : 30 453 € TTC
- Avenue Gautier Père et Fils –Section Josephine/ lot croix Briand : 52 269 € TTC
- Avenue Gautier Père et Fils –Section Lotissement la Croix Briand/ Route des rivières (comprises) : 131 874 € TTC
- Avenue Gautier Père et Fils –Section Route des rivières/ Chemin de Ruant (compris)/ Cheminement PMR : 150 046 € TTC

Soit un total de **557 174 € TTC**

En tranches conditionnelles

- TC n°1 : Rue Edouard Herriot – Hamon (en partie)/ Rue Clemenceau / Presbytère : 87 623 € TTC
- TC n°2 : Espace Malouas – Création d'un parking : 115 229 € TTC

- TC n°3 : Espace Malouas – Réfection des enrobés de la chaussée et des stationnements existants : 67 818 € TTC

Soit un total de 270 670 € TTC

La validation de l'avant Projet Détaillé entraîne la signature d'un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre permettant la notification d'un Coût Prévisionnel des travaux et d'acter l'engagement du maître d'œuvre à construire le projet pour ce montant, en fixant sa rémunération définitive.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avant projet Détaillé
- de solliciter des aides financières auprès du syndicat Départemental d'Energie
- d'autoriser le Maire à signer tous les actes nécessaires à cet effet
- d'autoriser le Maire à signer et à notifier au maître d'œuvre, IDTP, l'avenant correspondant au Coût Prévisionnel des Travaux.
- d'autoriser le Maire à signer la convention avec le Département pour l'octroi d'une participation

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

12-169) ACQUISITION D'UN TRACTOPELLE POUR LES SERVICES TECHNIQUES – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Rapporteur : Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que l'acquisition d'un tractopelle avait été prévue au Budget Primitif 2012.

L'estimation du présent projet faisait apparaître un prix d'acquisition de 86 000 € TTC ; soit 72 512.65 € HT

Une consultation a été lancée suivant la procédure adaptée à l'article 28 du Code des Marchés Publics. A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence sur Ouest-France 35 le 26/05/2012. La date limite de réception des offres était le 19 juin 2012 à 12h00.

Cinq offres ont été remises.

L'ouverture des plis a eu lieu le mardi 19 juin 2012 à 15h en présence de monsieur Michel LEBRET, Adjoint.

Les critères de jugement de l'appel d'offres étaient les suivants :

- Valeur Technique : 40 %
- Prix des prestations : 40 %
- Délais de disponibilité du matériel et d'intervention en termes de service après vente et toutes facilités permettant la continuité du service en cas de panne ou d'indisponibilité : 20%

L'offre comprenait plusieurs options techniques sur le tractopelle ainsi que sur les reprises des deux tractopelles actuels (un New Hollande et un Ford) des services techniques.

La commission voirie réunie le 20/06/2012 a fait l'analyse de la valeur technique, du service après vente et de toutes facilités permettant la continuité du service en cas de panne ou d'indisponibilité des trois offres les mieux placées.

Monsieur le Maire a engagé des négociations avec les deux entreprises les mieux disantes comme indiqué dans le règlement de consultation. Soit avec les sociétés BLANCHARD TP et S.B.M.T.P

Les deux entreprises ont été contactées afin qu'elles reprécisent leur offre au niveau du prix et des accessoires livrés avec la pelleteuse. L'entreprise S.B.M.T.P a conservé son offre initiale à 71 100 € HT. L'entreprise Blanchard a proposé une offre de 63 200 € HT en y incluant des accessoires supplémentaires.

Le pouvoir adjudicateur a choisi l'offre de la société Blanchard qui propose un tractopelle de la marque New Holland modèle B 90 pour un coût de 75 587.20 € TTC et propose une reprise de l'ancien tractopelle de la marque Ford pour 2 000 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-170) CONSULTATION SUR LE PROJET DE SAGE RANCE – FREMUR – BAIE DE BEAUSSAIS

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Par courrier en date du 27 Juin 2012, et en application de l'article L 212-6 du Code de l'Environnement, Le Président de la Commission Locale de l'Eau (CLE) sollicite l'avis du Conseil Municipal sur le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance – Frémur Baie de Beaussais, arrêté par la Commission Locale de l'Eau le 4 Juin 2012

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification qui fixe, pour une période de 6 ans, sur un territoire hydrographique cohérent, les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et des milieux aquatiques associés.

Il constitue un des outils réglementaires mis à la disposition des acteurs locaux pour atteindre les objectifs de qualité des eaux et remplir les obligations de résultats imposés par l'Europe. Le **Plan d'Aménagement et de Gestion Durable** (PAGD) et le **règlement du SAGE** constituent les documents de référence communs aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Etat, Région, Département, Agence de l'Eau, Collectivités Locales).

Le règlement traduit de manière réglementaire les objectifs exprimés dans le PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles complémentaires pour atteindre le bon état et les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Dès leur approbation, ces documents s'imposeront aux décisions prises dans le domaine de l'eau par l'Etat et les Collectivités locales et aux documents d'urbanisme. Les articles du règlement seront également opposables aux tiers.

Suite aux changements législatifs et réglementaires récents, le SAGE Rance Frémur Baie de Beaussais devait être révisé. La Commission Locale de l'Eau (CLE) effectue ce travail depuis début 2010. Lors de sa séance plénière du 4 Juin dernier, la CLE a arrêté, à l'unanimité des 52 membres présents et représentés, le projet du SAGE révisé Rance Frémur Baie de Beaussais.

Les commissions municipales concernées (Affaires rurales et Environnement) se sont réunies le 17 Septembre 2012 et ont entendu les principales dispositions et règles du projet de SAGE qui peuvent se résumer de la façon suivante :

Objectif général n° 1 : maintenir ou atteindre le bon potentiel des milieux aquatiques dans le périmètre du SAGE

Article n° 1 : interdire l'accès du bétail aux cours d'eau

Article n° 2 : interdire toute nouvelle création de plan d'eau

Article n° 3 : interdire la destruction des zones humides

Objectif général n° 2 : assurer la satisfaction des différents usages littoraux et les concilier avec l'aménagement et les activités économiques présentées sur le territoire

Article n° 4 : interdire les rejets en milieux superficiels pour les nouveaux dispositifs d'assainissement non collectifs

Article n° 5 : interdire le carénage sur la grève et les cales de mise à l'eau non équipées

Article n° 6 : interdire les rejets directs dans les milieux aquatiques des effluents souillés des chantiers navals.

Objectif général n° 3 : assurer une alimentation en eau potable durable

Objectif général n° 4 : garantir une bonne appropriation du SAGE révisé

Objectif général n° 5 : mettre en œuvre le SAGE révisé

Madame GINGAT invite le Conseil Municipal à en débattre et à donner un avis motivé sur ce projet de SAGE.

Au cours de ce débat, Madame GIROUX intervient pour exprimer son avis sur quelques points :

- En ce qui concerne le précédent projet du SAGE datant de 2003, Madame GIROUX s'interroge sur l'aboutissement des objectifs initiaux, le Président de cette structure n'ayant pu fournir aucun élément concernant le bilan technique et financier de celui-ci.
- Le projet actuel de SAGE prévoit des dépenses très importantes, évaluées à 110 087 000 € (investissement + fonctionnement), sans lisibilité des recettes susceptibles de l'équilibrer. Madame GIROUX interroge sur l'opacité des financements de ce projet.
- Enfin, elle fait remarquer que ce dispositif fera « doublon » avec les normes déjà mises en œuvre par les agriculteurs dans le cadre de leur activité et, qu'en ce qui concerne les entreprises, le projet n'est pas assez explicite.

Madame GINGAT, pour sa part, fait remarquer que ce projet, qui a été ratifié par la Commission Locale de l'Eau, a pris en compte les amendements demandés par les commissions chargées des travaux préparatoires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **EMET UN AVIS DEFAVORABLE** à ce projet de SAGE, après un vote qui se décompose de la façon suivante : 15 voix CONTRE, 5 voix POUR, 5 ABSTENTIONS.

12-171) CONSULTATION SUR LE PROJET DE SAGE COUESNON

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, par courrier en date du 26 Juillet 2012, et en application de l'article L 212-6 du Code de l'Environnement, le Président du SAGE COUESNON sollicite l'avis du Conseil Municipal sur le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Couesnon, arrêté par la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 12 Juillet 2012.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification qui fixe, pour une période de 6 ans, sur un territoire hydrographique cohérent, les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et des milieux aquatiques associés. Il constitue un des outils réglementaires mis à la disposition des acteurs locaux pour atteindre les objectifs de qualité des eaux et remplir les obligations de résultats

imposés par l'Europe. Le **Plan d'Aménagement et de Gestion Durable** (PAGD) et le **règlement du SAGE** constituent les documents de référence communs aux divers maîtres d'ouvrages présents sur le territoire et aux financeurs (Etat, Région, Département, Agence de l'Eau, Collectivités Locales).

Le règlement traduit de manière réglementaire les objectifs exprimés dans le PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles complémentaires pour atteindre le bon état et les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Dès leur approbation, ces documents s'imposeront aux décisions prises dans le domaine de l'eau par l'Etat et les Collectivités locales et aux documents d'urbanisme. Les articles du règlement seront également opposables aux tiers.

Lors de sa séance du 12 Juillet 2012, la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Couesnon a arrêté, à la majorité de 38 membres présents ou représentés, sur 55, le projet du SAGE Couesnon.

Les commissions municipales concernées (Affaires rurales et Environnement) se sont réunies le 17 Septembre 2012 et ont entendu les principales dispositions et règles du projet de SAGE qui peuvent se résumer de la façon suivante :

Les objectifs généraux et dispositions du PAGD :

- Cohérence et organisation de la gestion de l'eau
- Pédagogie et communication
- Qualité de l'eau
- Fonctionnalité des cours d'eau
- Fonctionnalité des zones humides

Le règlement porte sur les articles suivants :

. Fonctionnalité des cours d'eau

Article 1 : interdire l'accès direct du bétail aux cours d'eau

. Fonctionnalité des zones humides

Article 2 : encadrer et limiter l'atteinte portée aux zones humides

. Têtes de bassin versant

Article 3 : préserver les têtes de bassin versant

Madame GINGAT invite le Conseil Municipal à :

- S'interroger sur la pertinence de l'élargissement du périmètre du Syndicat
- Emettre un avis sur le projet de SAGE tel que présenté.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 6 voix POUR, 5 voix CONTRE et 14 ABSTENTIONS, **EMET UN AVIS FAVORABLE** à ce projet.

12-172) REALISATION D'UNE PASSERELLE BOIS SUR LE LAC TRANQUILLE – ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX

Rapporteur : Marie-Renée GINGAT, adjointe

Madame GINGAT rappelle qu'un projet de passerelle sur le Lac Tranquille a été envisagé par la Commission « Environnement », réunie à plusieurs reprises et en dernier lieu les 28 Septembre 2011 et 17 Janvier 2012.

Cette passerelle comprend un cheminement en bois sur pilotis afin de permettre le passage du public sur des zones difficiles d'accès (public adulte, enfants, handicapés), permettant le franchissement des abords du Lac Tranquille en longeant la berge tout en évitant une dégradation par piétinement de la flore résidente.

Compte tenu du classement du site, ce projet a fait l'objet d'une autorisation du Ministère de l'Ecologie, du développement durable, des transports et du logement en date du 8 Juillet 2011.

Par délibération n° 12.60 en date du 11 avril 2012, le conseil a approuvé ce programme de travaux, validé le Dossier de consultation des Entreprises (DCE) et autorisé M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

La commune a sollicité une aide financière auprès de la région Bretagne au titre des Petites Cités de Caractère et de la Communauté de Commune au titre de l'action touristique.

La présente consultation a été lancée suivant la procédure adaptée à l'article 28 du Code des Marchés Publics. A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis et sur le Ouest-France du 24 avril. La date limite de réception des offres était fixée au jeudi 24 mai 12 heures.

Huit offres sont parvenues dans les délais, L'ouverture des plis a eu lieu le vendredi 25 mai 2012 en présence de Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe.

Les critères de jugement de l'appel d'offres étaient les suivants:

- Valeur Technique : 60 points
- Montant des travaux : 40 points

Tableau comparatif des montants des offres

BOIS LOISIRS CREATIONS	31 959,00 €
SAS HABITAT ET LOISIRS	29 580.00 €
SLE	25 500, 00 €
GRINHARD FRERES	24 283.44 €
GERMAIN ENVIRONNEMENT	34 696.00 €
ECMB	35 000.00 €
EBENESTERIE VERTE	19 950.00 €
SARL DANIEL	25 949.68 €

Après le calcul des notes suivant les critères de jugement, les trois entreprises les mieux placées sont :

- 1 – EBENESTERIE VERTE
- 2 – STL
- 3 - GRINHARD FRERES

Le pouvoir adjudicateur a engagé des négociations avec les trois entreprises comme stipulé dans le règlement de consultation.

Les trois entreprises ont confirmé leur proposition de prix. Elles ont remis des échantillons ou photos indiquant le rainurage du platelage afin de rendre compte de l'intégration visuelle de la passerelle dans le site.

L'architecte des bâtiments de France a été consulté le 19 juin 2012.

La négociation n'ayant pas apporté de changement au classement, le Comité d'analyse des Procédures Adaptées réuni le 22 juin à 11h a émis un avis favorable pour l'offre de L'EBENESTERIE VERTE.

Le pouvoir adjudicateur a choisi l'offre de la société L'EBENISTERIE VERTE de Montreuil sur Pérouse pour un montant de 19 950 € HT, soit 23 860.20 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-173) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a

donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions du 21 mai au 25 septembre **2012** et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Salle de sports Mission Coordinateur SPS	Ipac conseil – Montgermont Eric LEBEDEL–Plerin sur Mer Véritas - Rennes MDC – St Malo Apave – St Malo Socotec – St Malo	2 600.00 € 2 780.00 € 2 926.00 € 2 940.00 € 4 290.00 € 4 375.00 €	3 109.60 € 3 324.88 € 3 499.50 € 3 516.24 € 5 130.84 € 5 232.50 €
Salle de sports Mission de Contrôleur Technique	Véritas – Rennes Apave – St Malo Socotec – St Malo	7 190.00 € 9 900.00 € 10 100.00 €	8 599.24 € 11 840.40 € 12 079.60 €
Médiathèque Contrat maintenance Portes Automatiques	Kone – Rennes ABH – Pacé Record – Blère (37)	430.00 € 530.00 € 758.00 €	514.28 € 633.88 € 906.57 €
Travaux de débroussaillage des talus et fossés	Patrick Jardin - Parigné Contin – La Ville es Nonais SARL JAN - Cherrueix	10 300.00 € 12 000.00 € 12 500.00 €	12 318.80 € 14 352.00 € 14 950.00 €
Réservoir de Bel Air – Raccordement du refoulement en attente de l'eau traitée de la Gentière et de la distribution sur conduite existante	Véolia Eau – St Malo	11 035.51 €	13 198.47 €
Véhicule du Garde Champêtre KANGOO EXPRESS	UGAP - RENNES (suivant la règle des marchés publics dans un groupement UGAP)	9 104.80 €	10 889.34 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-174) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 27 juin 2012 (**DIA n° 26**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 452 d'une superficie de 290 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 27 juin 2012 (**DIA n° 27**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 358p d'une superficie de 36.80 m² et supportant un appartement avec cave et parking
- Décision en date du 09 juillet 2012 (**DIA n° 28**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 407 d'une superficie de 155 m² et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 8 août 2012 (**DIA n° 29**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE n° 649, n° 273, n° 272 d'une superficie de 594 m² et supportant un local d'activité et un garage
- Décision en date du 8 août 2012 (**DIA n° 30**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AI n° 458 d'une superficie de 504 m² et supportant un terrain à bâtir
- Décision en date du 21 août 2012 (**DIA n° 31**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AI n° 460 d'une superficie de 460 m² et supportant un terrain à bâtir

- Décision en date du 21 août 2012 (**DIA n° 32**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AN n° 45, n° 151 et n°152 d'une superficie de 311 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 13 septembre 2012 (**DIA n° 33**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE n° 649, n° 273, n° 272 d'une superficie de 594 m² et supportant un local d'activité et un garage
- Décision en date du 14 septembre 2012 (**DIA n° 34**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AH n° 392, n° 390, n° 81, n° 79, n° 397, n° 398 d'une superficie de 4 291 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 14 septembre 2012 (**DIA n° 35**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AO n° 79 d'une superficie de 159 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 18 septembre 2012 (**DIA n° 36**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 172 d'une superficie de 557 m² et supportant une maison d'habitation

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 45.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 3 OCTOBRE 2012

A 20 H 00

DELIBERATIONS

- 12-150) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 12-151) Service de l'assainissement – Rapport annuel 2011 sur le prix et la qualité du service
- 12-152) Service de l'eau – Rapport annuel 2011 sur le prix et la qualité du service
- 12-153) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de la compétence sociale – Création et gestion d'un Point Information Jeunesse
- 12-154) Droit de préemption urbain – Reconduction
- 12-155) Vente du terrain nécessaire à la construction d'un centre d'imagerie médicale
- 12-156) Réalisation de 4 logements locatifs sociaux à La Croix Briand 4 – Convention tripartite
- 12-157) Fourniture de gaz naturel – Choix du prestataire
- 12-158) Personnel municipal – Filière culturelle – Régime indemnitaire
- 12-159) Contribution financière pour une extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Pérosselais »
- 12-160) Prise en charge des extensions de réseaux publics de distribution d'électricité en zones constructibles
- 12-161) Admission en « non-valeur »
- 12-162) Subvention 2012 – Salon « Les Confidentiels » - Changement de porteur de projet
- 12-163) Budget camping – Règlement taxe de séjour – Décision modificative n° 1
- 12-164) Travaux de voirie 2012-2013 – Autorisation de programme pluriannuel
- 12-165) Extension de l'école maternelle – Autorisation de programme pluriannuel
- 12-166) Contrat de location de parcelle pour résidences mobiles de loisir
- 12-167) Programme pluriannuel de voirie 2012-2013 – Attribution du marché de maîtrise d'oeuvre
- 12-168) Programme pluriannuel de voirie 2012-2013 – Validation de l'APD
- 12-169) Acquisition d'un tractopelle pour les services techniques – Attribution du marché
- 12-170) Consultation sur le projet de SAGE Rance – Frémur – Baie de Beaussais
- 12-171) Consultation sur le projet de SAGE COUESNON
- 12-172) Réalisation d'une passerelle bois sur le Lac Tranquille – Attribution du marché de travaux
- 12-173) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 12-174) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

